

Le gouvernement déplore la décision de certaines centrales syndicales d'observer une grève nationale

Société

Posté par: Visiteur

Publié le : 11-02-2009 00:24:23

Le gouvernement a déploré, mardi, la décision de certaines centrales syndicales d'observer une grève nationale dans le secteur public et les collectivités locales, notant que cette mesure "porte atteinte à l'institutionnalisation du dialogue social engagé avec les différents partenaires sociaux".

Un communiqué du ministère chargé de la modernisation des secteurs publics souligne que le gouvernement a accédé à plusieurs revendications qui ont été examinées dans le cadre de commissions thématiques lors du 2è round du dialogue social, notamment la mise en oeuvre des engagements pris en avril 2008, dont l'amélioration du revenu des fonctionnaires à travers l'augmentation des salaires.

Toutes ces mesures, rappelle le communiqué, ont coûté plus de 16 milliards DH au budget de l'Etat sur la période 2008-2010 au lieu de 2012, tel que convenu lors du 1er round, outre la subvention de plusieurs produits de première nécessité par le biais de la caisse de compensation.

Rappelant que le droit à la grève est garanti par la Constitution, le ministère précise que le gouvernement a décidé de généraliser les retenues sur salaires à tous les grévistes au niveau du secteur public et des collectivités locales.

Pour leur part, la Confédération Démocratique du Travail (CDT), l'Organisation démocratique du travail (ODT) et l'Union syndicale des fonctionnaires affiliée à l'Union Marocaine du Travail (UMT) qui ont donné le mot d'ordre de ce débrayage, ont affirmé que cette décision intervient "en signe de protestation contre l'approche adoptée par le gouvernement au sujet de la situation sociale et l'échec du dernier round du dialogue social".

Elles ont fait savoir que ce mouvement est motivé par la non-satisfaction du minimum des revendications de la classe ouvrière et par la poursuite des hausses des prix des produits alimentaires de base et des services.

Ces centrales avaient observé, le 23 janvier dernier, une grève similaire.

MAP